

## Politique | Région : les élus font le bilan de la mandature



A trois mois, théoriquement, des élections régionales, les élus de Nouvelle-Aquitaine se sont réunis ce 29 mars pour la dernière fois. Ou presque. En effet, dans le cadre de l'étude du Contrat de plan État-Région 2021-2027, une ultime plénière doit se dérouler le vendredi 2 avril, malgré l'opposition des élus écologistes. Outre cette passe d'armes entre les Verts et Alain Rousset, chaque président de groupe a eu la parole pour effectuer « son » bilan de la mandature.

« Il s'agit là d'un déni de démocratie manifeste ! ». Le mot, à destination d'Alain Rousset, est lâché par Maryse Combres, tête de liste Europe-Écologie les Verts aux côtés de Nicolas Thierry pour les élections régionales de 2021. La lot-et-garonnaise est venue au secours de sa consœur écologiste Christine Seguinou. Dans l'hémicycle néo-aquitain, la girondine s'interroge sur le report au 2 avril, « adopté comme ça » - comprendre « à la dernière minute » - des débats sur la contractualisation État-Région (CPER) 2021-2027.

Qu'il soit prévu le 29 mars ou le 2 avril, Christine Seguinou s'interroge globalement sur la temporalité de ce vote sur le CPER. « Il est incohérent d'engager un plan d'une telle ampleur, qui engage la Région sur sept ans, à trois mois des élections régionales », lance-t-elle. Selon elle, mieux vaut privilégier une contractualisation sur le court terme, afin de laisser de la marge de manœuvre à la mandature suivante, « quelle qu'elle soit ». Alain Rousset justifie le choix de reporter le débat : « Lors de la réunion des présidents de groupe – le 26 mars – de l'assemblée, le report a été demandé sur consensus général. Les groupes n'ayant pas eu le temps d'étudier le texte correctement (*celui-ci ayant été acté entre l'État et l'exécutif régional le 25 mars, ndlr*). L'État nous pousse à signer rapidement le CPER afin de débloquer les crédits le plus vite possible », rétorque le président de Région, avec à son appui Matthias Fekl, président du groupe PS faisant remarquer qu'EELV fait partie des groupes qui ont demandé ce report. La scission dans la majorité est bel et bien consommée, et Pascale Requena (Modem), tout comme Jacques Colombier (RN) s'amuse de cet échange entre les écologistes et Alain Rousset. « C'est dur d'avoir de tels alliés ! », raille ce dernier.

### Faillite de la « méga région » ?

Après 6 ans et plus de 13 000 délibérations déposées sur la table des élus régionaux, les présidents de groupe font le bilan de cette mandature, marquée notamment par la fusion des ex-régions qui composent aujourd'hui la

Nouvelle-Aquitaine. Ils sont plusieurs à fustiger ce qu'ils qualifient tantôt de « mastodonte administratif » (Jacques Colombier) ou de « méga région », pour Eddie Puyjalon (Mouvement de la Ruralité), qui demande un retour aux anciennes régions. Les Républicains et l'UDI émettent aussi quelques réserves sur la grande région. « Les ex-capitales régionales ont été gravement impactées par cette fusion, notamment sur le volet de l'emploi et en particulier des fonctionnaires », affirme Guillaume Guérin (LR). Dans la majorité régionale, Mathias Fekl (PS), absent annonce-t-il des prochaines élections, décrit une « région très diverse mais de plus en plus unie et forte ». Initialement contre la fusion des régions, Alain Rousset souligne le travail effectué par l'assemblée. « Quand je vois ce que nous avons pu faire, tous ensemble, dans le Limousin et le Poitou-Charentes, il y a de quoi être fier. L'amertume et la rancœur de la fusion semblent s'être calmées, nous avons désormais une nouvelle collectivité, plus puissante dans la lutte contre la centralisation ».

Outre la question de la fusion, les présidents de groupe ont évoqué l'action du Conseil régional de manière générale. « J'ai quelques regrets sur la lenteur de l'exécutif sur les dossiers de l'éolien, des perturbateurs endocriniens et des stations d'épuration », raconte Eddie Puyjalon. « A vouloir contenter tout le monde, vous ne contentez plus personne », assène Guillaume Guérin, en référence à la [dissidence des élus écologistes sur certains dossiers](#), dont le CPER ce lundi matin.

Du côté des radicaux de gauche, celui qui est aussi député européen Benoît Biteau a annoncé qu'il ne serait pas candidat aux régionales et appelle de ses vœux l'assemblée régionale « à ne plus faire l'autruche » sur les questions du climat et de la biodiversité. Un appel partagé par Christine Seguinou (EELV). A cette plénière du 29 mars qui devait être la dernière occasion pour les élus régionaux de se retrouver avant les élections, prévues en juin prochain s'ajoutera donc un ultime rappel, vendredi 2 avril prochain pour le vote du CPER, qui se fera sans la présence des élus EELV a précisé la présidente du groupe.

Yoan Denéchau

*Crédit Photo : DR*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 30/03/2021*

*[Url de cet article](#)*